

ABD EL KRIM ET LA LIBÉRATION DU MAROC DANS LES ANNÉES 50

Bernabé López García*

Université Autonoma de Madrid

<p>armas en la ed Uld Zaian. 37 cajas conte- de 500 a 2.800 jas de metra- opeta, así co- de estas cajas tiente: "SOT GM de Cha- municiones sella".</p>	<p>... por el convencimiento de los Gobiernos marroquí y francés de que debe mantenerse una íntima coopera- ción y desarrollarla en todos los fren- tes por el bien de Marruecos y Fran- cia».</p>	<p>Marrue uni Decl</p>
<p>Funcionarios que ha sido tra el régi- os indepen- enidas doce- idos han si- eligro la se-</p>	<h3>Abdelkrim exhorta a la conti- nuación de la lucha en el Rif</h3>	<p>El jefe del hecho unas al representa ternacional, por esta em ducimos los Después d preguntas se junta franco pendencia e contenidos e representant</p>
<p>" a las re- res asistían e ellos un te este gru- la respon-</p>	<p>EL CAIRO, 14 (Reuter). — En un mensaje dirigido a los combatientes marroquíes del Rif, publicado por la Prensa egipcia, Abdelkrim, el antiguo cabecilla rifeño, advierte a los guerri- lleros que no se fíen de las promesas y que continúen luchando con las ar- mas "mientras haya un solo soldado francés en Marruecos".</p>	
	<h3>Un local del PDI, saqueado</h3>	
	<p>Se anuncia esta noche en Rabat que un comerciante francés musulmán de Argelia ha sido raptado esta mañana</p>	

Journal *España* (Tanger) du 15 mars 1956

*. Professeur d'Histoire, Université Autonome de Madrid.

Une nouvelle dans le quotidien *España*

Le 15 mars 1956, deux semaines après la déclaration franco-marocaine du 2 mars par laquelle le gouvernement français reconnaissait formellement l'indépendance du Maroc et déclarait ouvertes les négociations pour accorder l'interdépendance et la coopération entre les deux pays, le quotidien *España* de Tanger rapportait qu'Abdelkrim exhorte à la continuation de la lutte dans le Rif.

La nouvelle, rendue publique par la presse égyptienne et diffusée par l'agence Reuter, se faisait l'écho du message de « l'ancien meneur [*cabecilla*] rifain », comme le nommait le journal, avertissant « la guérilla de ne pas se fier aux promesses et l'exhortant à continuer la lutte armée tant qu'il y ait un seul soldat français au Maroc ».

Quelques jours auparavant, le Sultan du Maroc, Mohamed V, avait fait un appel au cessez-le-feu pour que les négociations sur l'indépendance puissent être menées à terme. Le duel Abdelkrim Al Khattabi et Mohamed Ben Youssef était servi.

Le quotidien *España* était un journal particulier publié à Tanger en espagnol, ce qui lui permettait d'échapper à la censure dont souffrait la presse en Espagne. Pour les Espagnols de l'époque – plus de 25.000 à Tanger en 1956 –, le nom d'Abdelkrim Al Khattabi n'avait plus la connotation de trois décennies avant, lors de la sanglante guerre du Rif qui supposa la disparition de milliers de vies d'Espagnols et de Marocains. Cependant, l'entrefilet publié dans un journal qui paraissait au Maroc, dans une langue courante pour des milliers de Marocains du nord du pays, qui gardaient une image vive de l'Emir rifain, avait une signification profonde.

Le rôle de l'Armée de Libération Nationale Marocaine

La question de fond était à qui devait obéir l'Armée de Libération Nationale Marocaine (ALNM, *Jeich Tahrir*), créée pour atteindre l'indépendance du pays et restituer sur le trône le sultan Mohamed Ben Youssef, une fois celui-ci rentré de l'exil et une fois l'indépendance reconnue par la déclaration franco-marocaine du 2 mars. Quel degré d'indépendance voulait-on obtenir ?

Durant les journées autour de la publication de cet entrefilet, le quotidien *España* insérait nombres d'autres nouvelles relatives à l'ALNM qui informaient sur les appels de dirigeants des partis marocains, en plus de celui du sultan, à l'arrêt des combats dans différents points du pays, spécialement dans la zone limitrophe du protectorat espagnol, le célèbre triangle Bourad-Aknoul-Tizi Ouasli, au nord de la province de Taza.

Ahmed Balafrej, dirigeant de l'Istiqlal, répondait dans une interview de l'agence AFP à Tanger le 15 mars :

« J'ai l'impression que dans près d'une semaine, les combats du Rif pourraient cesser, comme conséquence de la proclamation de l'indépendance du Maroc, contenue dans la déclaration conjointe franco-marocaine du 2 mars et annoncée au peuple marocain par notre Souverain bien aimé dans son discours radiodiffusé du 7 mars ».

Ces déclarations évoquaient les instructions envoyées par son parti aux combattants de la résistance du Rif et de la région nord-est du Maroc, ordonnant l'arrêt des hostilités contre les français, rendues publiques par Balafrej lui-même au correspondant du *New York Times*.

De son côté, Allal El Fassi, retourné au Maroc de son exil, assurait en conférence de presse que "Sa Majesté Mohamed V serait écouté dans le Rif (...). Le Sultan ayant été rétabli et l'indépendance et l'unité obtenues, l'ALNM cessera ses opérations d'ici une semaine".

Ces affirmations cherchaient la reconnaissance par l'opinion du contrôle exercé sur les combattants par le parti de l'Istiqlal, en conflit avec le Parti Démocratique de l'Indépendance (PDI) qui allait faire le 19 mars son propre appel convoquant les hommes de l'ALNM du Rif, Mernissa, Marmoucha, Beni Zeroual, Guercif et Berkan à se présenter face au Palais Impérial de Rabat pour déposer leurs armes devant le sultan, en échange de garanties personnelles.

L'arrêt des hostilités ne paraissait donc pas être immédiat et la section locale du PDI à Fès a du faire un communiqué pour justifier que « certains impératifs matériels de dernière heure », spécialement « les grandes distances qui séparent les groupes de combattants », obligeaient à des délais plus longs pour contacter

les « chefs responsables des différentes scènes d'opérations »¹. Il justifiait ainsi la convocation faite deux jours auparavant pour déposer les armes devant le roi. Le communiqué concluait que « nonobstant, certains groupes viendraient se présenter au Sultan ».

Il y eut encore quelques combats, comme l'embuscade faite le 18 mars à un détachement de la Légion française sur la route d'Aknoul, à 40 kilomètres au nord de Taza, qui produisit des victimes. La presse annonçait par la suite l'arrêt des hostilités et le regroupement de la guérilla des secteurs de Tainest, Tahar Souk, Aknoul et Mezguiten face à la neutralité des troupes françaises alertées dans ce but².

Le Haut Commandement Général de l'ALNM, en accord avec le Mouvement de la Résistance, publia le 29 mars 1956 un communiqué qui informait de « l'arrêt provisoire des opérations militaires et que l'ALNM maintient ses positions jusqu'à ce que la souveraineté marocaine soit totalement libérée, sans conditions ni réserves et tant que les forces françaises n'attaquent pas notre Armée dans ses cantonnements, puisque nous serons vigilants »³.

Le document précisait que l'on accédait au désir de Sa Majesté le Roi « relatif au maintien du calme jusqu'à ce que soit définie l'orientation de la France dans les négociations et qu'elle montre à nouveau ses prédispositions et bonne foi ». On mettait en garde contre l'instrumentalisation par les partis de ses décisions pour faire croire qu'ils tenaient les rennes du contrôle, tout en affirmant que personne ne pouvait parler au nom de l'ALNM et de la Résistance. Le communiqué finissait par exprimer la confiance en la sagesse du Gouvernement marocain, mais avertissait : « Cependant, l'histoire de l'impérialisme français surgit face à nous comme une ombre redoutable nous dicte la prudence et la vigilance, ainsi que la protection la plus efficace, pour ne pas tomber dans le piège. L'attitude de la France et ses basculements dans les négociations avec la Syrie, le Liban et l'Indochine est présente parmi nous ».

1. Journal *España*, 21 mars 1956 : « El cese de las hostilidades en el Rif ».

2. Le quotidien *España* informait le 24 mars sur le regroupement, au nord d'Akdoul, des combattants.

3. Journal *España*, 29 mars 1956 : « Arrêt provisoire des opérations militaires. Un communiqué de l'Armée de Libération Nationale ».

Le ton conditionnel et provisoire du cessez-le-feu était évident ainsi que le déliement formel envers les appels à la fin des combats lancés par les partis marocains et par le souverain lui-même. En aucun cas on ne citait l'Espagne comme partie de ces négociations.

Quels liens y avait-il entre Abdelkrim Al Khattabi et l'ALNM ?

Quelques mois après son arrivée au Caire où le roi Farouk lui avait offert l'asile politique, le leader rifain Abdelkrim Al Khattabi avait lancé, le 5 janvier 1948, un appel pour un Comité de Libération du Maghreb Arabe (CLMA), où il réussit à rassembler les différentes forces politiques des trois pays du Maghreb central présentes dans l'exil du Caire : les deux mouvements destouriens de la Tunisie, le Parti du Peuple algérien et les partis marocains de l'Istiqlal, PDI, Unité Marocaine et le Parti tétouanais de la Réforme Nationale. L'objectif central était celui de lutter pour obtenir l'indépendance des trois pays vis à vis de la France. Conscients du rythme différent des luttes et face l'éventualité que certains d'entre eux puissent anticiper dans la réalisation de leur propre objectif, un engagement commun fut pris : « l'obtention par l'un des trois pays de sa complète indépendance n'exempte pas le comité de son obligation de poursuivre la lutte pour la libération des autres »⁴.

D'après Zaki M'barek⁵, l'Emir Abdelkrim était partisan de doter le CLMA d'un bras armé, à commencer par la formation militaire de quelques éléments. Mohammed Hammadi El Aziz, un tétouanais arrivé peu après au Caire, fut l'un des premiers à recevoir cette formation, qu'il suivit pendant trois ans à l'Académie Militaire de l'Irak. En 1952, pendant une visite clandestine au Maroc, il essaya de prendre contact avec les leaders de l'Istiqlal et du PDI qui lui exprimaient ne pas être préparés pour des actions armées. Le frère d'Abdelkrim, vice-président du CLMA, chargé des questions de la Défense, en fut informé.

4. Allal El Fassi, *Los movimientos de independencia en el Mogreb Árabe*, Commission de Culture Nationaliste du Parti al Isticlal, Ed. Al Risala, El Cairo, première édition, 1948, pp. 399.

5. Zaki M'barek, « Résistance et Armée de Libération Marocaines », in *Al Asas*, n° 8, février 1978, pp. 6-14.

L'arrivée des Officiers Libres au Caire a permis, selon Zaki M'barek, la formation militaire de groupes de jeunes marocains dans les camps d'entraînement tout au long de 1953, grâce aux documents facilités par Hammadi El Aziz. Celui-ci, en contact avec Ben Bella et Khidder, participa à la préparation du soulèvement populaire du FLN, avec l'appui de Nasser. Il sera arrêté en 1954 en Algérie.

Il n'y a aucun doute sur l'inspiration qu'exerça Abdelkrim Al Khattabi sur l'ALNM et sa lutte en faveur de la libération du Maroc. Il n'en va pas de même de son autorité sur le mouvement. Mustapha Hasinía, personnage influent de l'organisation, nie que le leader rifain « eut la moindre autorité sur eux », le considérant comme « une simple figure symbolique, sans plus de transcendance ni de commandement »⁶.



Patrouille de sénégalais capturés par l'ALNM le 7 mai 1956 et présentée à Mohamed V par Mustapha Hassinía (à la moustache à gauche). Bureau Mixte d'Information, ACGET

La constitution officielle de l'ALNM, rendue publique en conférence de presse au Caire par Allal El Fassi le 2 octobre 1955 à travers le Communiqué numéro 1, apparaît sous le nom de « Armée de Libération du Maghreb Arabe » (ELMA). Il est signé conjointement

6. Oficina Mixta de Información de Tánger (OMIT, Bureau Mixte d'Information de Tanger), Note 2056-R, « Entrevista con un jefe del Ejército de Liberación », 15 de junio de 1956, Archive du Consulat Général d'Espagne à Tanger (ACGET).

par celui-ci, en tant que « Mouvement de Résistance Marocaine », et par le Front de Libération Nationale (FLN) de l'Algérie. Il annonçait, avec une rhétorique ampoulée aux connotations religieuses, un appel à « la guerre sainte », et informait du début des opérations de l'Armée de Libération, « constitué par l'ensemble des mouvements nationalistes rédempteurs, *Fidaiien*, dans tout le Nord de l'Afrique (...) après qu'ait échoué le groupe des réactionnaires, faux dans ce qu'ils défendent et dont l'intérêt personnel a aveuglé les colonisateurs et leurs auxiliaires traîtres, les empêchant de voir la vérité »⁷.

Les objectifs de cet appel étaient les mêmes que ceux du premier communiqué de 1948 fait par Abdelkrim, et adaptés au contexte marocain : « 1.- La lutte jusqu'à la fin pour l'Indépendance totale des pays du Maghreb Arabe avec le retour du Sultan légitime du Maroc à son Trône de Rabat. 2.- Ne pas se considérer liés à aucun accord présent ou futur qui n'atteigne pas le premier objectif dans sa totalité ».

Venait un troisième objectif, celui de considérer *hétérodoxe* « tout citoyen qui plaide pour quelque chose contraire à ce qui a été convenu par les mouvements nationalistes rédempteurs ». On assurait aussi que l'ALNM avait des « possibilités suffisantes pour continuer la lutte jusqu'à que soient atteints les objectifs dans leur totalité », c'est à dire, « l'anéantissement des forces du colonialisme français sous toutes ses formes », mettant en garde contre les traîtres. La fin était marquée par une exhortation coranique sous laquelle apparaissait la signature de « l'ALMA (Mouvement de Résistance Marocain) » et du FLN algérien : « Oh Prophète ! Exhorte les croyants à la lutte. Si, parmi vous, il y a vingt hommes qui savent être patients, ils en vaincront deux cent, et s'il y en a cent, ils vaincront mille parmi les incroyables. Dieu est le plus grand. Levez-vous pour la Guerre Sainte »⁸

7. Une copie du communiqué se transcrit dans la Note de l'OMIT 1215-R, « Un communiqué de l'Armée de Libération du Maghreb Arabe », 5 octobre 1955, en ACGET. Dans l'article cité de Zaki M'barek il est dit que selon le Dr. Khatib, figure clé de l'ALNM, Allal El Fassi n'était au courant de la date du soulèvement du 2 octobre 1955 que le 4, date à laquelle il dut rendre public le communiqué du Caire.

8. Version de la sourate 8 du Coran (« Le Butin », *Al Anfal*), verset 66. La version du *coran-en-ligne.com* dit : « Maintenant, Allah a allégé votre tâche, sachant qu'il y a de la faiblesse en vous. S'il y a cent endurants parmi vous, ils vaincront deux cents ; et s'il y en a mille, ils vaincront deux mille, par la grâce d'Allah. Et Allah est avec les endurants ».

Reste à déterminer les contacts qu'ils eurent avec le régime égyptien et avec Abdelkrim lui-même. Ce qui semble clair, c'est que l'ALNM a démarré en alliance avec le FLN algérien, qui menait la guerre de libération depuis près d'un an, conformément aux directives du Comité créé autour d'Abdelkrim, et que la Tunisie, en état d'autonomie interne avancée, paraissait se démarquer de la lutte marocaine⁹.

Dans le dossier de juin 1956 du Bureau Mixte d'Information de Tanger (OMIT) on mentionne l'organisation de l'ALNM, qui était toujours active quelques mois après la proclamation de l'indépendance, en exerçant des fonctions de police dans quelques villes et surtout en milieu rural, mais qui était toujours en prise aux luttes internes entre les partisans de l'Istiqlal et du PDI. Mustapha Hassinia était adjoint à l'État-Major dont le chef était le Docteur Abdelkrim Khatib. Il était en tête d'une des trois unités qui composaient l'ALNM, celle du Moyen Atlas, les deux autres étant situées dans le Rif et dans le sud. Il faut préciser qu'il s'agit de la zone du Rif située dans le Protectorat français, qui avait pour sanctuaire la zone limitrophe du Protectorat espagnol. Elle venait en aide logistique à la résistance marocaine et donnait l'asile politique aux nationalistes qui avaient fui de la zone française. Parmi eux, le Dr. Khatib¹⁰.

9. Dans la *Note* du 15 juin 1956 de l' OMIT il s'agit de l'envoi en Algérie par l'ALNM « d'un contingent de 1000 hommes parfaitement armés et équipés ».

10. Mahjoubi Aherdan, dans le premier volume de ses *Mémoires*, Editions du Regard, 2013, p. 119, parle de l'asile tétouanais du Dr. Khatib « non pour fuir mais pour résister ». Zaki M'barek publie dans son article le laisser-passer de réfugié politique d'un des hommes les plus influents de l'ALN, Abbas Messaadi (Abbas Ben Aomar Ben Lahsen Estuqui), dont l'assassinat, en juin 1956, apparemment par des membres de l'Istiqlal, a constitué l'une des origines du soulèvement rifain de 1958.


INTERVENCION TERRITORIAL
DE
TESADA
DE ORMAVICION.

Volante

Negociado _____
Número _____
Expediente 10.334.

El musulmán, **ABBAS BEN AOMAR BEN LAHSEN ESTUQUI**, natural de Anam, fracción ulad Sidi Pars de la abila de Estuca (Z. F.) de 34 años, casado, marroquí, hijo de Aomar y Jadiya, de profesión comerciante, identificado con fotografía al margen, que a autorizado para permanecer en Tetuán hasta nueva orden, sin facultad para ausentarse de esta ciudad, en calidad de refugiado político, procedente de Zon Francesa.

TETUAN; 8 de julio de 1.955.
P. EL INTERVENTOR TERRITORIAL,

[Handwritten signature]




Laisser-passer de réfugié politique à Tétouan d'Abbas Messaadi

L'ALNM, dont les membres, d'après Hassinia, allaient au delà des 20.000 hommes, est tombée après l'indépendance sous l'hégémonie du Parti de l'Istiqlal, qui voulait monopoliser la scène politique, avant qu'une bonne partie de ses membres n'intègrent les Forces Armées Royales (FAR). Aux yeux de Hassinia, le PDI était un « parti vendu aux français qui agissait seul et exclusivement au bénéfice de la France ». Cette conviction généralisée entre les partisans de l'Istiqlal a conduit à des affrontements avec le PDI qui ont abouti à la liquidation physique de nombreux de ses cadres.

Hassinia considère aussi que, lors des premiers mois de l'indépendance, l'ALNM constituait « une force de réserve qui pouvait aussi bien être disposée à obéir au Sultan, qu'à considérer que celui-ci ne répondait pas comme le pays le méritait et qu'elle se situait en face ». Selon la note citée, l'interviewé,

« ne cachait pas que l'Armée de Libération se méfiait de Mohamed V, non pas parce qu'elle le considérait francophile ou capable de trahir le peuple qui s'était sacrifié pour le faire revenir, mais par crainte qu'il finisse par croire – fatigué et désespéré comme il l'était face aux problèmes auxquels il devait faire face tous les jours – que la seule solution était de se jeter dans les bras de la France et laisser que celle-ci 'résolve' la situation. Dans ce cas, le *Jeich Tehrir* se retournerait contre le sultan, comme il le ferait contre quiconque menace la souveraineté du Maroc. Il ne pense pas que cette situation puisse se présenter, entre autres, parce qu'il compte sur le Prince (héritier) qui, le cas échéant, saura écarter son père et assumer le pouvoir pour que le Maroc continue sur le chemin initié ».

Rapprochement d'Abdelkrim à l'Espagne

Au sujet de Fernando P. de Cambra

Le livre de Fernando P. de Cambra, *Cuando Abdelkrim quiso negociar con Franco* (Quand Abdelkrim a voulu négocier avec Franco), n'a pas suscité l'intérêt qu'il méritait lors de sa publication en 1981. Beaucoup pensaient qu'une approche de cette nature était invraisemblable et on jugea le livre, par le caractère sensationnaliste du titre que lui donna la maison d'édition *Caralt*, ainsi que par les connotations franquistes de son auteur. Pendant les années

qui suivirent, le livre tomba dans l'oubli et la bibliographie sur Abdelkrim le laissa de côté.

Il convient d'analyser qui est le journaliste et écrivain Fernando P. de Cambra, né en 1899¹¹. La première nouvelle chronologique de son activité a paru dans le *Diario Oficial del Ministerio de Marina*, le 12 septembre 1942. Il y figure comme « Juge permanent du commandement militaire de la Marine de Tarragone ». Son penchant pour des sujets liés à l'histoire de la marine espagnole est attesté par la publication de ses premiers ouvrages dans les années de la guerre mondiale et jusqu'aux années 50¹². Son goût pour la littérature le conduit à côtoyer le monde du théâtre¹³. Entre 1953 et 1959, il devient le correspondant de *La Vanguardia Española* au Moyen Orient, basé au Caire. Il commence par publier des reportages sur la Yougoslavie de Tito et les vicissitudes de la politique égyptienne, avec des interviews de Nasser et des chroniques sur le démantèlement de la présence britannique à Suez et la guerre qui a suivi. Ce sera justement au Caire où il aura l'occasion de connaître et d'interviewer Abdelkrim, bien qu'il n'en publiera rien dans son journal. Pour celui-ci, il s'agissait « d'un voyageur infatigable ainsi que d'un journaliste reconnu dont le fin sens de la nouvelle s'oriente surtout vers le grand reportage »¹⁴. En 1962, il publie un roman, *El largo verano egipcio*¹⁵ (*Le long été égyptien*), mais ce ne sera que dans les années soixante qu'il reviendra aux essais avec *La aventura del petróleo*¹⁶ (*L'aventure du pétrole*) et *Homo sovieticus. La vida actual en Rusia*¹⁷ (*Homo sovieticus. La vie actuelle en Russie*).

11. D'après ce que dit la revue *Tiempo de Historia*. Dans cette revue il a publié quatre articles sur des espions turcs, le conflit chypriote, la monarchie grecque et le Mufti de Jérusalem, entre 1975 et 1977.

12. *Frente al mar. Singladuras de guerra*, Yunque 1940; *Historias de la mar en guerra*, Mar, Barcelona 1940; *El crucero 'Baleares'*, Rovira 1941; *Don Álvaro de Bazán. Almirante de España*, Ed. Nacional 1943; *La rica hembra capitana*, Ed. Nacional 1944; *Dos tumbas en Normandía*, Ed. Vives 1946; *Roger de Flor y sus almogávares*, Ed. Nacional 1950; ainsi que l'adaptation et la préface de *El camino de Scapa Flow*, Ed. Nacional 1942, du plongeur Günther Prien.

13. Le nom de Cambra figurait dans l'affiche du Théâtre Poliorama de Barcelone le 25 août 1951 comme celui qui avait adapté la pièce *Vuelta al mundo* de C.G. Viola. En février de cette année, selon une nouvelle parue dans *La Vanguardia Española*, il fut blessé dans un accident alors qu'il allait en taxi à Barcelona avec l'acteur Alejandro Ulloa.

14. *La Vanguardia española*, 18 novembre 1953, dans la présentation de l'article sur la Yougoslavie.

15. Mateu, Barcelona 1962.

16. Bruguera, Barcelona 1972.

17. Ed. Petronio, Barcelona 1975.

Il n'a pas abandonné son travail journalistique comme en témoignent ses écrits pour le journal *El Español*. Ses collaborations dans les revues *Nuestro tiempo*¹⁸ et *Tiempo de Historia* datent des années soixante.

Abdelkrim et l'Espagne, années 50, d'après Cambra

Dans les archives de la Fondation Francisco Franco où, pour le bonheur des chercheurs, ils ne semblaient pas trop à l'époque respecter les règles du secret de l'archivistique espagnole¹⁹, j'ai trouvé, en novembre 2007, le rapport rédigé en août 1958 par Fernando P. de Cambra sur les entretiens qu'il eut avec Abdelkrim Al Khattabi, ainsi que d'autres documents sur la relation de ce dernier avec l'attaché militaire de l'Ambassade d'Espagne au Caire.

Il s'agit d'un rapport de huit pages et d'un résumé final de deux pages, précédés d'une note explicative et d'une sorte de sommaire où l'on informait sur les contacts entretenus au Caire par Cambra avec la famille d'Abdelkrim Al Khattabi et l'Emir lui-même, entre 1954 et 1958, soit à la veille du soulèvement rifain. On y trouve également une lettre de l'attaché militaire espagnol, Luis Cano Portal²⁰ adressée à Agustín Muñoz Grandes, ministre de la Défense du général Franco, datée du 25 janvier 1957²¹, et la copie d'un document d'Abdelkrim apportée par son fils à l'attaché²².

18. Sur des sous-marins, septième de 1971, numéro 207.

19. À laquelle l'ex-ministre Miguel Ángel Moratinos contribua fort négativement avec son tristement célèbre « Accord sur la politique de sécurité de l'information du Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération par lequel certaines matières sont classifiées selon la Loi des Secrets Officiels » du 15 octobre 2010.

20. Malaga 1907-Madrid 1981. Militaire *africaniste*, il s'est formé comme lieutenant au Maroc après sa sortie de l'Académie de Tolède jusqu'à l'éclatement de la guerre civile. Depuis la fin de celle-ci, il fut un officier de confiance du Conseil Militaire du Chef de l'Etat jusqu'à 1943. Il a occupé divers postes à l'État-Major jusqu'en 1954 où il fut nommé attaché militaire dans plusieurs pays, parmi lesquels Le Caire. La documentation du MAE en témoigne comme lieutenant-colonel de l'Etat-Major en poste au Caire entre 1957 et 1959. Voir la base de données de la Politique Extérieure envers le Monde Arabe et Musulman <https://bdpexonline.org/acerca.php>. Pendant sa dernière étape, il a occupé des postes de confiance auprès du Chef de l'Etat et atteint le grade de Général. Après sa retraite, à l'époque de la première transition espagnole, il était proche de Blas Piñar et il a publié divers articles dans la presse d'extrême-droite sous les pseudonymes de *Jerjes* et *Sparos*. Voir *Diccionario biográfico de la RAH*.

21. Juste un mois après, le 25 février 1957, le général quittait son poste au ministère et fut remplacé par le général Antonio Barroso. On peut se demander si cette cessation avait à voir avec les contacts avec Abdelkrim, jugés inopportuns par Franco.

22. On ne précise pas s'il s'agit d'Abd el Moumein, l'aîné, Abdessalam ou Idris, le cadet.

Le rapport rédigé par Cambra en 1958²³, remonte à son premier contact avec l'Emir qui date de la première quinzaine de mai 1954, pendant lequel Abdelkrim lui fit part de son désir d'un rapprochement avec l'Espagne, dans le but de « provoquer un soulèvement au Rif contre les Français ». Il cherchait à communiquer directement avec Franco, en évitant de le faire à travers l'Ambassade d'Espagne au Caire où il était considéré, d'après Cambra, comme une « momie survivant d'un passé révolu », « sans autorité ni chance de la récupérer, ni de représenter quoi que ce soit à l'avenir ».

Selon la version de l'entretien que donne le livre *Cuando Abdelkrim quiso negociar con Franco*, on peut déduire que la rencontre avec l'Emir a été suggérée par Nasser lui-même pendant un entretien qui se serait déroulé dans sa résidence en avril 1954²⁴. Le major Amin Shaker allait concerter la rencontre qui, selon Nasser, pourrait « contribuer à une situation plus confortable pour les Espagnols du Maroc »²⁵.

D'après le rapport de Cambra, « Nasser tenait Abdelkrim comme un “atout” dans un possible échiquier à long terme ». En 1954, le leader rifain qualifiait le sultan du Maroc « d'usurpateur », le considérant ami des Français, malgré le fait qu'à l'époque, celui-ci se trouvait en plein exil à Madagascar. Son opinion sur l'Istiqlal et sur son dirigeant Allal El Fassi était méfiante, en dépit des tentatives de celui-ci de se montrer proche du leader rifain.

Selon le dossier, en 1954, le projet d'Abdelkrim consistait à « provoquer un soulèvement des tribus rifaines, avec lesquelles il maintenait des contacts clandestins. Proclamer la République du Rif, qui ensuite “libérerait” tout le Maroc de la protection française, et même l'Oranais et l'Algérie, formant un Etat libre sous influence

23. Il n'est pas daté, mais certains des sujets référés datent de mai 1958. Dans l'intitulé du document, en page séparée, l'adresse de Cambra apparaît : « Sr. CAMBRA. Teléf. 256256. Plaza de Tetuán, 10. Barcelona ».

24. L'entretien avec le *Raïs* fut en réalité une brève rencontre qu'il cite dans la première livraison de la chronique que publia Cambra dans *La Vanguardia Española*, le 11 avril 1954 : « Journées décisives pour l'Egypte ». Le 15 août 1954, il y publia en long et en large « Un entretien avec le colonel Gamal Abdel Nasser » faisant suite à une nouvelle rencontre. La conversation avec Abdelkrim n'est pas citée dans ces articles. Dans le livre publié en 1981, on trouve dans la page 36 le texte suivant : « Maintenant, pendant l'automne de 1975, 22 ans après l'anniversaire de l'entretien, et le 12^e du décès, au Caire, d'Abdelkrim el-Hatabi [sic], je consigne par écrit et pour la première fois les événements de cette nuit d'été ».

25. Cambra, *op.cit.*, p. 14.

“arabe”. Il sollicitait pour cela “l’aide morale” de l’Espagne, c’est-à-dire, qu’elle ferme les yeux et facilite un débarquement d’agitateurs et d’armes dans le littoral du protectorat espagnol. Plus tard, l’Espagne évacuerait sa zone de protectorat ».

Le contact avec le FLN qui, en novembre de cette même année, allait commencer son combat pour la libération, faisait partie de l’entreprise. On a vu comment le premier communiqué de l’ALNM avait été aussi signé par le Front algérien. Dans ces premiers entretiens, Abdelkrim aurait exprimé à propos de Ceuta et Melilla, d’après Cambra : « Ceuta et Melilla, sont des places qui ont été occupées par l’Espagne depuis des siècles et dont la plupart de la population est espagnole. Nous ne discuterons jamais de cela. Nous ne demanderons pas qu’ils s’en aillent, puisque j’entends que l’on peut vivre en bonne paix et harmonie avec “nos frères espagnols” (sic.) ».

La suite de ces entretiens n’apparaît pas dans le rapport. Dans son livre, Cambra raconte qu’il avait informé l’Ambassade et qu’il a eu des contacts avec les services d’information égyptiens intéressés par la rencontre et, apparemment disposés à favoriser le projet d’Abdelkrim, surtout après la disparition de la scène égyptienne du général Naguib. Le projet de Nasser, selon Cambra, était en réalité « libérer le Maroc des alaouites ». Son interlocuteur dans les Services égyptiens lui fit une étrange proposition qui incluait un sondage auprès du Glaoui, ennemi juré du sultan, au sujet de son attitude face aux prétentions d’Abdelkrim.

Cambra finirait par se déplacer au Maroc pour s’entretenir secrètement avec l’ex-pacha de Marrakech dans “une tente de campagne à 200 mètres de la piste qui va de la route P-24 à la S-502 », en plein Atlas, non loin de la kasba de Télouet. La réponse du Glaoui fut qu’il fallait attendre que la situation se détériore et seulement alors, il se reposerait la question du pacte qu’il avait établi avec la France.

Le rapport ne dit pas un mot sur l’insurrection d’octobre 1955 de l’ALNM. Il passe directement à l’indépendance, avec les tentatives avortées d’arriver à des accords entre Mohamed V et Nasser, et les offres du roi à Abdelkrim pour se rendre au Maroc, rejetées par ce dernier en raison des poursuites « dont faisaient l’objet beaucoup de notables du Rif, spécialement ceux de Beni Urriaguel, de la part de Rabat ».

Au vu de la persistance des intérêts français au Maroc, Abdelkrim n'a pas renoncé à son idée de promouvoir un soulèvement des tribus du Rif et de l'étendre à d'autres régions du Maroc. Selon le rapport, il comptait sur la collaboration d'un secteur de l'Armée de Libération et sur l'aide du FLN algérien, intéressé à l'ouverture d'un nouveau front à la frontière maroco-algérienne pour soulager la tension créée dans les confins algéro-tunisiens par l'incident de Sakiet Sidi Youssef, bombardé par les français en février 1958. Le rapport assure que lors d'une réunion de l'état-major du FLN au Caire en mai 1958, à laquelle assistèrent deux membres de l'ALNM, on était arrivé à l'accord de combiner « le soulèvement au Maroc et l'ouverture d'un deuxième front (si nécessaire au FLN vue l'attitude hésitante de Bourguiba) moyennant une action combinée. Le FLN propose de faire pression à la frontière maroco-algérienne pour faciliter le coup d'État que doivent mener au Maroc les Rifains et des éléments de l'Armée de Libération. »

D'après son livre, Cambra avait rendu compte de ses entretiens aux autorités espagnoles en se servant de son métier de journaliste. Son dernier interlocuteur au ministère de l'Information et du Tourisme espagnol fut le sous-secrétaire José Luis Villar Palasí, qui occupa ce poste de 1957 à 1962. Le ministre, Gabriel Arias Salgado, conseilla de rédiger un rapport sur le sujet pour le présenter à Franco, chose faite par Cambra. Le « Caudillo » opposa un *non* catégorique : « Je ne veux rien savoir sur Abdelkrim : c'est un traître ! »²⁶.

L'histoire ne s'arrête pas là. Malgré le refus espagnol de participer, Idris ?, que le rapport présente comme agent du FLN, demeurant à Munich au début de l'année 1957 pour gérer les opérations d'envoi d'armes, proposera à Cambra, déplacé en Allemagne, qu'il collabore à l'opération. Le journaliste-espion n'acceptera pas.

Lors de cette rencontre à Munich, Cambra fait connaissance de Haider Ouriachi, présenté comme secrétaire et émissaire de l'Emir, qui avait eu des contacts avec les notables rifains à l'occasion de voyages au Maroc au début de 1957 et avec des autorités espagnoles, notamment avec le général Agustín Muñoz Grandes

26. Cambra, página 210.

qui, selon certains, sympathisait avec sa cause²⁷. Ouriachi avait pris contact en août 1957 avec le général qui l'avait invité à Madrid, pour un entretien. Quelques jours après, il fut arrêté par la police espagnole et passa dix jours à la Direction Générale de la Sécurité. Il fut libéré grâce à l'intervention de Muñoz Grandes, mais fut directement conduit à l'aéroport et expulsé vers Francfort.

La police a saisi des biens qui se trouvaient dans sa pension, parmi lesquels des « listes avec les noms et adresses de Rifains ». Ces listes finirent « inexplicablement », d'après le rapport, entre les mains des autorités de Rabat qui ont procédé à l'arrestation des Rifains, entre autres un frère de Ouriachi, et appliqué une répression « assez dure ».

Aux mêmes dates, il y eut une nouvelle tentative de rapprochement entre le Maroc et l'Égypte, profitant de la commémoration du cinquième anniversaire de la révolution égyptienne à laquelle Nasser avait invité des chefs d'Etat de pays arabes.

Le prince Hassan s'y rendit en représentant du Maroc mais, lors de ses entretiens avec le *Raïs*, il n'arriva pas à un accord²⁸. Selon le rapport, ce fut ce fait qui amena Nasser à choisir de « jouer la carte d'Abdelkrim ». Toujours d'après ce même document, cela eut pour conséquence que le plan de soulèvement local prévu pour le printemps 1958, avec l'aide de l'armement acquis en Allemagne de l'Est par Idris ? et celle du FLN, soit retardé « du fait qu'au Caire, ils se montraient disposés à financer et à préparer un soulèvement à plus longue portée ».

Un autre fils d'Abdelkrim, Abdelsalam, capitaine de l'armée égyptienne²⁹, se rendit à Rabat en mai 1958, pour un entretien avec Mohamed V qui n'aboutit à aucun accord³⁰. De retour en passant par l'Espagne, il s'attarda un temps à Madrid où il eut des entretiens

27. Dans le livre, Ouriachi qui figure comme Mohamed Ali parle de ses contacts « avec des personnalités du régime qui sympathisent avec notre cause et détestent le roi Mohamed Ben Yousef, dont ils considèrent détestable la présence et la continuité pour les intérêts et la présence de l'Espagne en Afrique », page 235.

28. Au défilé militaire qui eut lieu à l'occasion, Abdelkrim se trouvait dans la tribune officielle, tandis que Muley Hassan et sa délégation se trouvaient au second plan (p. 229).

29. Le document ajoute qu'il était membre du Service d'Information égyptien.

30. Le 1 avril 1958 *La Vanguardia Española* publiait que « Abdelkrim retourne au Maroc ». Selon l'United Press au Caire, Mohamed V avait rendu ses terres à la famille.

quotidiens avec le colonel Fahmy, attaché militaire à l'Ambassade de la RAU.

Le manque d'accord entre Abdelkrim et Mohamed V s'est aggravé quand de Gaulle a assumé le pouvoir en France, le 1 juin 1958. L'agence EFE au Caire publie le 12 une nouvelle selon laquelle « Abdelkrim demande l'union contre la France » et informe de son appel pour que le Maroc, la Tunisie et l'Algérie s'unissent dans leur lutte contre celle-ci. Il exhorte également les dirigeants marocains et tunisiens à reconnaître leurs erreurs du passé, en répondant au défi de de Gaulle avec une lutte armée unifiée.

La révolte du Rif a éclaté finalement en octobre 1958. Pour le gouvernement marocain, à majorité istiqlalien, il s'agissait d'un complot suscité par l'Espagne dans le but de maintenir sa domination sur la région³¹.

Pour l'informateur, le plan primitif d'Abdelkrim atteignait, avec l'appui égyptien, « des proportions de coup d'Etat ». Il le comparait avec celui qui venait de se produire en Irak et à l'agitation vécue au Liban et en Jordanie³². Il ajoute qu'une bonne partie de l'ALNM (à qui il attribue des contacts avec des agents communistes) et du FLN participaient à ce qu'il qualifie de « complot ». Abdelkrim serait le chef visible pour « avoir maintenu intact son crédit, en refusant de céder à tout moment ».

La version historiographique plus commune, attribue le déclencheur de la révolte au transfert du corps du résistant Abbas Mesaadi, assassiné par l'Istiqlal en juin 1956, pour être enterré dans sa région, opération montée par le Dr. Khatib et Mahjoubi Aherdan, les deux leaders du Mouvement Populaire berbériste. D'autres y voient une manœuvre orchestrée par le prince héritier pour justifier la répression des groupes émeutiers actifs dans certaines régions du Maroc. Mais la révolte rifaine a une histoire en arrière fond qui obéit au profond malaise créé par le processus d'uniformisation du pays que

31. « Le Complot » était le titre choisi justement pour l'article publié par *Al-Istiklal* le 24 octobre 1958. Voir la Note informative de *Politique extérieure du Ministère des Affaires Extérieures*, intitulée « Campagne marocaine contre l'Espagne à l'occasion des événements du Rif », daté du 11 février 1959.

32. Le 8 juillet 1958 Cambra publie dans *La Vanguardia Española* l'article « La 'pequeña guerra civil' libanesa. Interrogantes y anécdotas ».

menait l'Istiqlal depuis l'indépendance. Le chef visible de cette histoire serait Mohammed Sallam Ameziane, membre de l'ALNM et du PDI, victime des représailles du gouvernement de l'Istiqlal et « fasciné par l'Emir Khattabi et par Nasser, profondément convaincu des idées et espoirs qu'elles incarnent »³³.

Contre ce soulèvement de quelques milliers d'hommes, le 26 décembre 1958 le prince Hassan dirige une *harka* de 20000 hommes pour écraser la révolte. Le roi Mohamed V lui-même lancera un ultimatum aux rebelles dans un discours du 5 janvier 1959, tandis que la répression se poursuit et qu'un blocus de l'information s'installe.

Tous ces faits se produisent en pleine crise du gouvernement Balafrej, provoquant une usure du parti de l'Istiqlal que recherchait le monarque qui finira par désigner comme chef du gouvernement Abdallah Ibrahim, de l'aile gauche du parti, le 24 décembre 1958³⁴.

La rébellion ayant été écrasée avec violence, Abdelkrim publie le 6 février 1959, au Caire, un « Manifeste au peuple marocain combattant » accusant le monarque de l'annihilation des rebelles rifains par l'aviation française, à Allal El Fassi de complicité et de « trahison » et de « plonger le pays dans l'anarchie et le désordre pour favoriser l'emprise de la France et de ses agents »³⁵.

Le général Muñoz Grandes dans l'intrigue rifaine

L'autre document trouvé à la Fondation Francisco Franco est la lettre du 25 janvier 1957 de l'attaché militaire de l'Ambassade d'Espagne au Caire, Luis Cano Portal, adressée au général Muñoz Grandes, ministre de la Défense, l'informant d'un entretien avec le fils d'Abdelkrim³⁶ qui lui avait remis un document du leader rifain lui-même. Selon son fils, Abdelkrim :

33. Nabil Mouline, « Qui sera l'État? Le soulèvement du Rif reconsidéré (1958-1959) », Le carnet du Centre Jacques Berque, <https://cjb.hypotheses.org/186>. Ameziane a fini par fuir en Espagne, à travers Melilla, et est passé par la suite en Egypte et en Irak.

34. Une excellente chronique politique sur les événements du Rif est celle de de M^a Concepción Ybarra, « La rebelión del Rif (1958-1959) », en *Espacio, Tiempo y Forma, Serie V. Historia Contemporánea*, 10 (1997), pp. 333-347.

35. M.C. Ybarra, *op.cit.*, p 345.

36. On ne précise pas lequel. Il s'agit probablement d'Abdesalam, qui était militaire de l'Armée égyptienne et dont on dit : « le fils m'est jusqu'à présent assez utile et c'est à travers lui que je suis au courant des aspects internes de l'Egypte ».

« ...ne retournera pas au Maroc malgré les propositions du Sultan à moins que ce soit dans les conditions présentées dans le document. Il attend qu'à son arrivée, Abdelkhalak Torres³⁷ lui remette de nouvelles propositions et qu'à ce moment-là, il reparlerait avec moi »³⁸.

À propos de la relation tendue entre Abdelkrim et le sultan, l'attaché militaire cite dans cette lettre d'information que lui a donnée le fils sur un foyer de rébellion déclenché dans l'Atlas « contre le gouvernement marocain et l'Istiqlal, dont il avait une information directe. C'est le début, me dit-il, de ce qui se passera si la France continue sa domination là-bas »³⁹.

Le document donné à l'attaché par le fils d'Abdelkrim et daté du Caire le 24 janvier 1957 dit ceci : « Copie d'un document remis par Mohamed ?, où il expose la situation actuelle du Maroc d'après son point de vue ».

37. Il serait nommé ambassadeur du Maroc en Egypte le 28 mars 1957.

38. Copie de la lettre trouvée à la Fondation Francisco Franco, référence 22613. La lettre fait allusion à la concession par le Ministère espagnol d'une bourse d'études au neveu d'Abdelkrim, Omar. Luis Cano reconnaît qu'il « joue » avec cette bourse « comme arme pour l'avoir plus à mes et connaître tous ses pas ».

39. Le noyau de rébellion à laquelle il fait allusion pourrait être celui qu'a initié Addi Oubihi en janvier 1957.

EL AGILADO MILITAR A LA
EMBAJADA DE ESPAÑA.

El Cairo, 25 de Enero de 1927

22613;
Excmo. Sr. Don. Agustín Muñoz Grandes
Ministro del Ejército
E. S. P. I. S.

22613
Mi querido y respetado General y Ministro:

Como continuación de mi carta anterior, hoy vuelvo a escribirle, para adjuntarle las manifestaciones que Abdelkrim, me ha remitido por su hijo y en las que dice cual es su posición política actual. Su hijo, al traducérmelas, me dijo que su padre seguiría firme en esta idea; que él no volverá a Marruecos por mucho que se le proponga el Sultán, si no se dan condiciones que apunta en ese documento. El espera que Abdeljalak Ferras, cuando llegue, le traiga nuevas propuestas y ha quedado en que llegado ese momento quisiera volver a hablar conmigo. Como no pienso, ni quiero dejarle de la mano, le he contestado que encantado le haría, que no fíe de llamarle, pues siempre estoy dispuesto a visitarle.

He sabido por la Embajada que a su sobrino Omar le concederán la beca de estudios que pedía. Como esta noticia es todavía oficial, esperaré a conocerla oficialmente, para jugar con ella como arma de tenerlo aún más en contacto conmigo y conocer todos sus pasos. Desde luego, en este sentido el hijo me sirve hasta el momento de bastante utilidad y por el estoy también al tanto de la interior de Egipto.

Por cierto que me dijo también que en la zona francesa y concretamente en el Atlas había ya un foco de rebelión contra el Gobierno marroquí y el Istiqlal, del que él tenía noticias directas. Este es el principio -me dijo- de lo que pasará, si Francia sigue actuando allí.

Al preguntarle yo si ese pretendido foco de rebelión no estaría apoyado por los amigos del Qulami, yo que era muy significativa la zona donde se había producido, me contestó: "no lo sé; pero, aunque así fuera, nosotros debemos aprovechar cuantos movimientos de protesta surjan, si ellos acaban con la dominación francesa; que otra cosa no es lo que con trajes y caras de marroquíes se prestan al juego de Francia".

Hacina al General el saludo de su siempre leal y respetuoso subordinado que le quiere,

Firmado: LUIS CASO PORTAL.

Lettre de l'Attaché Militaire espagnol au Caire

Le document, de sept pages dactylographiées, antérieur aux événements décrits ci-dessus, permet d'éclairer la pensée d'Abdelkrim, partagée par beaucoup de notables rifains qui ont participé au soulèvement de la fin de l'année 1958 : « Malgré la proclamation de l'indépendance du Maroc, la France exerce toujours un contrôle sur les affaires marocaines aussi étroit que celui qu'elle exerçait sous le régime du Protectorat »⁴⁰.

Il précise la présence à ce moment de 80 000 soldats français en territoire marocain, l'encadrement de la nouvelle Armée Royale par des officiers français, et de l'administration marocaine par des fonctionnaires de l'ex-métropole. Il critique le contrôle de l'économie par les banques et groupes économiques de l'ex-puissance coloniale. Il qualifie de « vassalité du Maroc à la France » la situation exercée par une famille royale aux « évidentes sympathies francophiles » et une classe politique marocaine complice, dont l'exemple le plus clair est ce qu'il appelle la « duplicité des leaders de l'Istiqlal ».

Selon ce texte, aux yeux d'Abdelkrim, l'indépendance du Maroc n'a été qu'une ruse du gouvernement français pour « faire cesser rapidement les combats dans le Rif, lesquels acquéraient des proportions inquiétantes, mettant en grave danger la présence française au Maroc ». Il n'y a pas de doute, au vu de la date du document (janvier 1957), qu'il hyperbolise les proportions des combats dans le Rif, qui n'allaient éclater que quelques mois plus tard.

Le document ne cesse d'insister sur l'objectif français de ne pas dissocier les problèmes nord-africains, considérant comme un « bloc indivisible » ses intérêts dans les trois pays du Maghreb, tout en sachant que « si l'un des trois pays échappe à son contrôle, les deux autres suivront inévitablement le même chemin dans un délai très bref ». C'est là que se situe la stratégie du vieux Comité inspiré par Abdelkrim, pour qui la lutte de libération au Maghreb ne peut s'accomplir qu'avec l'indépendance complète des trois pays.

Le document passe ensuite à interpeller l'Espagne sur son rôle, « en état d'infériorité » vis-à-vis de la France, qui a su attirer une « grande partie de l'opinion marocaine vers une politique pro-française ».

40. Le document porte le numéro 88 du bureau de l'attaché militaire de l'Ambassade d'Espagne au Caire.

Il prévient que la progressive unification du pays aura comme conséquence « l'extension à cette zone de l'autorité du gouvernement pro-français de Rabat et l'élimination graduelle des intérêts espagnols au Maroc, à la grande satisfaction de la France qui jamais aurait cru réaliser ce rêve sous le Protectorat. Le Gouvernement français maintiendra ainsi toute son influence grâce au Sultan et à ses ministres ».

La bonne preuve de ces propos est l'absence de « tout représentant de la zone Nord au Ministère marocain ». Ce fait est *surprenant* pour Abdelkrim puisque, pour lui, le retour de l'exil du Sultan et l'indépendance même du pays le devaient « aux combattants du Rif, concentrés principalement dans le triangle Boured-Aknoul-Tizi Ouasli ».

Il se demande :

« N'est-il pas surprenant que l'Espagne, qui n'avait pris aucune mesure contre ces combattants (bien au contraire), se soit aussi laissée éliminer par la France et le gouvernement pro-français de Rabat ? ».

De la prise de conscience de tout cela vient la progressive déception du peuple marocain qui commençait à perdre la confiance qu'il avait déposée en le sultan, et dont la bonne foi a été mise en doute à l'occasion du détournement par la France en octobre 1956 de l'avion transportant du Maroc à la Tunisie les dirigeants algériens. La tentative de rapprochement du sultan à la famille d'Abdelkrim était une preuve de sa recherche d'appui pour contrecarrer la déception populaire. En ce qui concerne l'Istiqlal, le rapport dit « qu'il se voit réduit à exercer la terreur pour gagner des adhérents et n'hésite pas à utiliser l'enlèvement, la prison et l'assassinat ».

La dernière partie de l'écrit d'Abdelkrim est une invitation faite à l'Espagne à coopérer « sur des bases saines et solides pour construire ensemble la grandeur et le bonheur de nos peuples » dans le but d'atteindre une « véritable indépendance » et « l'éviction des forces françaises de notre territoire ». Les trente ans écoulés depuis les événements du Rif ont fait disparaître « de notre côté, les mauvais souvenirs » assure-t-il, parce que « la grandeur de nos peuples se trouve dans une puissante et fraternelle amitié hispano-marocaine ».

Abdelkrim demande à l'Espagne « un geste sincère et généreux » dont le peuple marocain lui sera reconnaissant puisque, grâce à l'Espagne, il pourra se « libérer définitivement d'une domination

qui pèse sur son dos depuis un demi-siècle ». Finiraient ainsi les différences entre les deux pays, et l'Espagne aurait la garantie d'un espace préférentiel pour ses intérêts « non seulement au Rif, mais dans tout le Maroc ».

L'analyse faite sur la perte de toute influence de l'Espagne dans son ancienne zone de Protectorat, en particulier le Rif, coïncide avec les craintes que Muñoz Grandes a exprimé à Franco dans une note qui se trouve aussi dans cette Fondation⁴¹. Le document est dévastateur, non seulement par le manque d'intérêt qu'il reproche au corps diplomatique espagnol qui « passait sa vie à jouer au tennis ou au golf » et qui « paraissait rendu à l'ennemi » laissant dans la détresse totale « nos compatriotes ».

A propos de l'Ambassadeur, probablement José Felipe Alcover Sureda, consul à Rabat à l'époque de l'indépendance, il dit : « Le gouvernement marocain lui demande des noms pour collaborer dans des postes de direction, et il permet que ces postes soient occupés par des français. La réponse est toujours que "l'Espagne n'a pas ces hommes". Ils s'enferment dans leurs bureaux et leur seul souci c'est Madrid et leur Ministère, mais ils sont totalement aveugles face à la réalité politique et économique du Maroc (...) Tandis que les Français comptent sur des milliers d'hommes bien situés qui défendent leur intérêts (...) Si cet état des choses continue, ils nous chasseront de la zone Nord, non seulement sur le plan politique, ce serait la moindre des choses, mais sur le plan économique, qui est la seule chose que nous pourrions défendre actuellement ».

Il n'y a pas de meilleure description de l'atmosphère qui a facilité l'emprise du Maroc français sur l'espagnol, avec une population abandonnée par ses anciens « protecteurs ». Là se trouve l'une des clés de l'abandon contre lequel les Rifains ont tenté de se soulever.

Conclusion

Soixante cinq années après l'indépendance du Maroc, Abdelkrim Al Khattabi repose toujours dans le pays de son exil volontaire, l'Egypte,

41. Le document, non daté, dactylographié, a une note manuscrite qui dit : « Au Chef de l'Etat du Gral. Muñoz Grandes ». Il porte la référence 16930. L'intitulé, manuscrit, dit : « Copie d'une information sur le Maroc ». Le document manque de date, mais d'après les personnes qu'il cite et les postes qu'ils occupent, il doit dater de 1957 environ.

sans que soit éclaircie la véritable nature de ses rapports avec la monarchie marocaine. Celle-ci, de son côté, a essayé en vain de faire en sorte que le leader rifain retourne au pays. Elle s'est vue forcée de reconnaître en lui une figure centrale de la résistance au colonialisme, tout en sachant qu'il fut, et est toujours, le drapeau que certains arborent contre elle. Au moment de son accès au trône, l'actuel roi a fait des gestes de rapprochement à la famille lors de sa première visite au Rif en octobre 1999. Ils n'ont toutefois pas servi à une réconciliation définitive avec la patrie d'Abdelkrim.

Peut-être qu'à cause de ce contentieux latent, les péripéties du dernier Abdelkrim sont restées cachées ou mal connues et en tout cas effacées de l'histoire officielle des années de lutte pour l'indépendance.

J'ai prétendu dans cet article apporter un peu de lumière sur ces années, en me basant sur des sources qui requièrent d'une recherche plus approfondie, mais qui tentent de montrer que l'indépendance obtenue à la fin par le Maroc en 1956 n'a pas été celle pour laquelle Abdelkrim a lutté. Ce fut une indépendance incomplète, non seulement du point de vue du territoire, mais aussi et surtout, du point de vue économique et structurel. L'interdépendance de la France, dont se méfiaient fortement les éléments nationalistes au moment des négociations, finit par être une réalité contre laquelle Abdelkrim a réagi dans les années qui ont suivi l'indépendance et qui fut à l'origine du soulèvement de 1958. Il faut encore approfondir sur le rôle qu'Abdelkrim a pu jouer dans la préparation et le développement de ce soulèvement, qui a eu un de ses principaux foyers chez les Béni Ourriaguel.

Le rapprochement d'Abdelkrim à l'Espagne se produit dans une étape où le protectorat espagnol accueille et appuie la résistance contre la France. Les contacts se sont prolongés au delà de l'indépendance du Maroc, quand l'Espagne apparaissait comme perdante au Maroc. Mais le régime de Franco, qui par le biais de certains officiers supérieurs comme le général Muñoz Grandes a cultivé ces contacts, a fini par les ignorer et même les trahir, choisissant l'entente avec le Maroc officiel de Mohamed V.

Fernando P. de Cambra a été l'intermédiaire de cette relation qui ne se dévoila qu'à la mort de Franco, dans le livre plein d'ambiguïtés qu'est *Cuando Abdelkrim quiso negociar con Franco*.